

## Description du noyau du mobutisme et la liste de tous ses gouvernements de 1960 à 1990

Par Mani Junior Kisui

A l'introduction, nous avons dit que le mobutisme est un système complexe. C'est-à-dire qu'il a plusieurs aspects. Malheureusement, dans notre étude, nous ne devons pas aborder tous ses aspects à la fois. Le risque de se perdre dans la confusion est grand. Analysons-le aspect par aspect. Après nous chercherons le lien interne qui existe entre tous ces aspects.

L'un de ses aspects importants est que, pour s'imposer en système, le mobutisme a été incarné par un groupe de personnes que nous appellerons la grande bourgeoisie zaïroise.

Cette grande bourgeoisie s'est consolidée et développée en utilisant deux méthodes à son profit :

- s'accrocher à l'appareil d'Etat pour s'attribuer des revenus considérables, tant légaux qu'illégaux. C'est-à-dire se nourrir et s'engraisser grâce au contrôle de l'appareil bureaucratique de l'état.
- Jouer l'intermédiaire obligatoire pour la haute finance occidentale: les intérêts financiers étrangers préfèrent agir sous des masques indigènes. Ils paient des intermédiaires noirs pour réaliser leurs objectifs.

C'est-à-dire que l'existence de cette grande bourgeoisie noire est complètement dépendante du grand capital financier étranger.

Fixons comme but de ce chapitre la description de la composition de cette grande bourgeoisie : son noyau dès sa naissance, son évolution et ceux qui s'y sont greffés après. Comme vous le constatez, il ne s'agit pas encore d'analyser les méthodes utilisées par cette grande bourgeoisie noire pour se renforcer. Nous le ferons après.

Le but que nous avons assigné à ce chapitre – la description de la grande bourgeoisie congolaise – ne peut être atteint sans nous rappeler les figures les plus importantes de la politique congolaise depuis le 14 septembre 1960. Car, contrairement à ce que l'on pense souvent, le coup d'état de Mobutu, le 24 novembre 1965, n'a rien changé dans l'essence du régime. Il suffit d'observer le gouvernement qui en est sorti pour le comprendre: les hommes qui se sont retrouvés au tour du général Mobutu faisaient – pratiquement tous – partie de la scène politique avant l'événement de ce jour. Deuxièmement, c'est depuis son premier coup d'état le 14 septembre 1960 – qui a neutralisé Lumumba – que Mobutu était le véritable chef de cette grande bourgeoisie noire naissante. Nous allons le voir après avec des faits.

Contentons-nous, ici, de signaler que toute l'histoire politique du Congo de 1960 à 1997 peut être analysée et divisée en trois phases que nous étudierons plus tard :

- 1960 – 1965: la naissance et la consolidation de cette grande bourgeoisie divisée en plusieurs fractions.
- 1965 – 1990 : son unification par son chef Mobutu sous un régime autoritaire et son développement.
- 1990 – 1997 : son éclatement en plusieurs fractions.

Contrairement à ce qu'on veut souvent nous faire croire, Laurent-Désiré Kabila n'a pas du tout interrompu en mai 97 processus de transition : la période qui s'ouvre en avril 90 avec la proclamation du multipartisme (lisez multimobutisme) et se clôture en mai 97 avec la victoire de l'AFDL, doit être interprétée comme la désagrégation de la grande bourgeoisie mobutiste. Les politiciens qui peuplaient la prétendue transition étaient les mêmes sous la dictature du MPR. Le régime à parti unique sous la dictature de Mobutu les a tous défendus, par la violence, contre les masses populaires révoltées et contre leurs propres déchirements ainsi que contre leurs rivalités internes.

Tout en unissant ces différentes fractions des colons noirs, Mobutu jouait aussi avec leurs rivalités internes pour se maintenir au sommet de cette grande bourgeoisie congolaise. Mais à la fin de la décennie 80, l'équilibre a été modifié par des changements importants intervenus dans le monde : chute du mur de Berlin, crise économique, haine du régime accumulée par le peuple etc.. Ce qui a fait que, entre 90 et 1996 – période marquée par la Conférence Nationale Souveraine – cette grande bourgeoisie comptait modifier simplement la forme de sa domination et sa dictature sur les travailleurs et les paysans. Cette modification consistait à passer d'un pouvoir fort, sous l'autorité d'un individu, à un régime de démocratie néo-coloniale. C'est-à-dire une oligarchie où les membres de cette bourgeoisie inféodée à l'Occident doivent alterner au pouvoir.

Nous consacrerons un autre chapitre à l'étude du multimobutisme lors de cette période. Ici nous publions la liste des différents gouvernements consécutifs de septembre 60 à avril 80. Après nous allons étudier ces différents gouvernements pour en tirer des leçons. Notre liste souffre quand même d'un défaut que nous devons vous signaler bien avant : la plupart de ces gouvernements ne sont pas complets. Nous n'avons pas pu faire autrement. Toute contribution complémentaire sera la bienvenue.

### **Le gouvernement Iléo nommé par Kasavubu, le 12 septembre 1960**

Ce gouvernement a "renversé" celui de Lumumba. Il constitue donc la première manifestation des forces pro-coloniales organisées à la tête de l'Etat.

Ileo Joseph, Premier ministre;  
 Bomboko Justin, ministre des Affaires étrangères;  
 Adoula Cyrille, ministre de l'Intérieur;  
 Bolikango Jean, ministre de l'Information et ministre de la Défense;  
 Kalonji Albert, ministre de la Justice;  
 Bolya Paul, ministre de la Santé;  
 Bisukiro Marcel, (Cerea), Commerce extérieur;  
 Déricoyard Jean-Pierre, Travaux publics;  
 Delvaux Albert, ministre du Travail, secrétaire d'Etat à la Défense;

Kabangi Aloïs, (MNC-L), Plan;  
Mahamba Alex (MNC-L), Affaires foncières.

**www.rd-congo.info**

**Le fouineur**

**Le Collège des Commissaires, installé par le colonel Mobutu Désiré, le 10 octobre 1960.**

C'est sous ce Collège que Lumumba sera arrêté et "livré" à la boucherie katangaise. Ses membres portent la principale responsabilité politique pour la mort de Lumumba. Commissaires généraux:

Bomboko J., Affaires étrangères et commerce extérieur  
Ndele A., Finances;  
Kazadi F., Défense;  
Nussbaumer, Intérieur ;  
Mukendi, Travaux publics ;  
Kashemwa, Transports et communications ;  
Lebughe, Agriculture ;  
Bokonga, Travail et prévoyance sociale ;  
Cardoso M., Information;  
Mbeka J, Economie et plan;  
Lihau Marcel, Justice ;  
Ngyese, Classes moyennes ;  
Tshibamba, Santé publique ;  
Bindo, Fonction publique.  
Commissaires adjoints:  
Tshisekedi Etienne, Justice;  
Boboliko A., Travail;  
Takizala H., Transports et communications.

**Le gouvernement Iléo nommé en février 61 après l'assassinat de Lumumba.**

Ileo Joseph, Premier ministre;  
Bomboko Justin, ministre des Affaires étrangères et commerce extérieur;  
Lihau Marcel, ministre de la justice ;  
Adoula Cyrille, ministre de l'Intérieur;  
Ilunga, ministre des travaux publics ;  
Mopipi, ministre de l'agriculture ;  
Kimvay, ministre de Travail et de prévoyance sociale ;  
Mahamba Alex, ministre des mines et énergie ;  
Massa, ministre des affaires sociales ;  
Bizala, ministre de l'éducation nationale ;  
Bolikango Jean, ministre de l'Information;  
Nkayi, ministre des finances ;  
Bolya Paul, ministre de la fonction publique;  
Kisolokele, ministre des parastataux ;

Déricoyard Jean-Pierre, ministre des affaires économiques;  
Kabangi Aloïs, ministre de Plan;

### **Gouvernement Adoula, nommé par Kasavubu, le 2 août 1961.**

Ce gouvernement organise la répression contre les forces lumumbistes radicales dans tout le pays; il décrète, en 1963, l'état d'urgence dans de nombreuses provinces, engage la guerre contre les partisans de Mulele au Kwilu et la répression contre l'insurrection à l'Est du Congo.

Adoula Cyrille, Premier ministre;  
Sendwe Jason, vice-premier;  
Mwamba, justice ;  
Bomboko Justin, Affaires étrangères;  
Gbenye Christophe, Intérieur;  
Pinzi, finances ;  
Eleo, affaires économiques ;  
Ilunga, travaux publics ;  
Kama, transports ;  
Weregemere, agriculture ;  
Kisolokele, travail et prévoyance sociale ;  
Lutula, classes moyennes ;  
Kamanga, santé publique ;  
Rudahindwa, mines et énergie ;  
Mahamba, affaires foncières ;  
Iléo Joseph, Information;  
Kabangi, plan ;  
Masikita, fonction publique ;  
Mungamba, PTT ;  
Badibanga, portefeuille ;  
Lumanza, affaires coutumières ;  
Bisukiro Marcel, Commerce extérieur;  
Assumani Senghie, Affaires sociales;  
Ngalula Joseph, Education nationale;  
Bolya Paul, secrétaire d'Etat à la Justice.  
(Gizenga, nommé vice-premier en son absence, rompit très vite avec Adoula)

### **Remaniement, le 11 juillet 1962.**

Anekonzapa, commerce extérieur ;  
Weregemere, justice ;  
Anany Jérôme, ministre de la Défense;  
Kamitatu Cléophas, ministre de l'Intérieur ;  
Bamba, finances ;  
Dericoyard, affaires économiques ;  
Delvaux, travaux publics ;  
Ilunga, transports et communications ;  
Tshiala Mwana, agriculture ;

Diumasumbu, travail et prévoyance sociale ;  
Bolya Paul, santé publique ;  
Mahamba, affaires foncières, mines et énergie ;  
Uketwengu, jeunesse et sport ;  
Colin, information ;  
Kabangi, fonction publique ;  
Massa, plan ;.

### **Remaniement, le 18 avril 1963.**

Mabika-Kalanda Auguste, Affaires étrangères;  
Yava, commerce extérieur ;  
Bomboko Justin, justice ;  
Massa, affaires sociales ;  
Colin, éducation nationale ;  
Bolamba, information ;  
Agoyo, jeunesse et sports ;  
Kamitatu Cléophas, plan ;  
Maboti Joseph, intérieur;  
Nyembo Albert, économie;  
Nguvulu Alphonse, travail et prévoyance sociale ;

### **Gouvernement Tshombe, nommé par Kasavubu, le 10 juillet 1964.**

Ce gouvernement a organisé l'intervention militaire des mercenaires fascistes sud-africains et allemand, des armées belge et américaine. Il est responsable des massacres qui ont causé la mort de dizaines de milliers de villageois. Nous y reviendrons dans un autre chapitre.

Tshombe Moïse, Premier ministre;  
Munongo Godefroid, Intérieur;  
Kalonji Albert, Agriculture;  
Kidicho Jules-Léon, (MNC-L), Travaux publics et transports;  
Lubaya André, (UDA), Santé.

### **Gouvernement Kimba, nommé par Kasavubu, le 18 octobre 1965**

Kimba Evariste, Premier;  
Kamitatu, Affaires étrangères;  
Nendaka Victor, Intérieur;  
Delvaux Albert, Travaux publics;  
Kiwewa Antoine, Transports et communications.

### **Gouvernement Mulamba, nommé par Mobutu, le 28 novembre 1965.**

C'est le gouvernement du deuxième coup d'Etat de Mobutu qui installera définitivement la dictature ouverte. Il pendra les quatre "comploteurs" de la Pentecôte 1966.

Mulamba Léonard, Premier ministre;  
Bomboko Justin, Affaires étrangères;  
Tshisekedi Etienne, Intérieur;  
Kidicho Jules-Léon, Affaires sociales;  
Bolikango Jean, Travaux publics;  
Nendaka Victor, Transports et communications;  
Kande Victor, Travail et prévoyance sociale;  
Mungul-Diaka Bernardin, classes moyennes

### **Remaniement, 17 décembre 1966.**

Mobutu devient chef du gouvernement et ministre de la Défense, tout en étant Président de la République.

Nsinga Joseph, Justice (depuis le 14 septembre 1966);  
Lihau-Kanza Madeleine-Sophie, Affaires sociales;  
Nguvulu Alphonse, haut-commissaire au Plan et à la Reconstruction.

### **Remaniement, 5 octobre 1967.**

Mungul-Diaka, éducation nationale;  
Kithima Alphonse-Roger, Travail et prévoyance sociale;  
Kibassa-Maliba, Jeunesse et sports;  
Sakombi Denis, vice-ministre de l'Intérieur;  
Umba-di-Lutete Jean, vice-ministre Affaires extérieures et commerce extérieur.

**www.rd-congo.info**

**Le fouineur**

### **Remaniement, 16 août 1968.**

Ce nouveau gouvernement "traitera" l'Affaire Mulele-Bengila, assassinés le 3 octobre 1968

Mobutu, Premier;  
Bomboko, Affaires étrangères;  
Umba-di-Lutete, vice-ministre de la Coopération;  
Nsinga Joseph, Intérieur; .  
Sakombi, vice-ministre Intérieur;  
Tshisekedi, Justice;  
Nendaka, Finances;  
Kande Jean-Jacques, Information;  
Kithima, Education;  
Litho Jean-Joseph, Agriculture;  
Tumba Ferdinand, Economie;  
Lihau-Kanza Sophie, Affaires sociales;  
Kibassa-Maliba, Jeunesse et sports.

### **Gouvernement Mobutu du 5 mars 1969.**

Il réprima le mouvement étudiant de Lovanium, le 4 juin 1969- Une centaine de morts.

Mobutu, Premier;  
Nsinga, Ministre d'Etat, Intérieur;  
Bomboko, Ministre d'Etat, Affaires extérieures;  
Tshisekedi, Ministre d'Etat, Plan, recherche scientifique;  
Lihau-Kanza, Ministre d'Etat, Travail.  
Lwango Thomas, Justice;  
Cardoso Mario, Education;  
Kande, Information;  
Umba-di-Luete, délégué à la présidence;  
Sakombi, vice-ministre Intérieur;  
Bintou Raphaël, vice-ministre Travail;  
Mafema Claude, vice-ministre Enseignement supérieur.

### **Remaniement du 1 août 1969.**

Adoula Cyrille, Ministre d'Etat, Affaires étrangères.

### **Gouvernement Mobutu, 7 décembre 1970.**

Ce gouvernement réprimera le mouvement étudiant de juin 1971; il initiera aussi les "grands travaux inutiles" d'Inga et de Maluku qui s'étendent de 1970 et 1975 et qui ont constitué une source phénoménale d'enrichissement légal et illégal pour la grande bourgeoisie. Il lancera en 1973 la zaïrianisation

Mobutu, Premier;  
Bulundwe Edouard, Intérieur;  
Cardoso Mario (= Losembe Batwanyele) Affaires étrangères;  
Tshibanhu André, Justice;  
Mbeka Joseph, Economie;  
Engulu Léon, Travaux publics;  
Sakombi, Information;  
Bintou Raphaël (= Bintou-wa-Tsiabola), Travail;  
Lwango Thomas (= Kashamvu Kalwango Birhwalina), Commerce;  
Umba-di-Lutete. Energie;  
Mafema Chlaude, vice-ministre Intérieur.

### **Remaniement, 21 février 1972;**

Nguz Karl 1 Bond, Affaires étrangères;  
Baruti wa Ndwale, Finances;  
Ndongala Tadi Tewa, Economie,  
Umba-di-Lutete, Mines.

### **Remaniement, 18 octobre 1972.**

Kithima Bin Ramazani, Commissaire d'Etat aux Affaires politiques;  
Eketebi Moyidiba, Commissaire d'Etat aux Transports et communications.

### **Conseil exécutif national, 8 mars 1974.**

Gouvernement de la "radicalisation" de la zaïrianisation.

Mobutu, Premier, Défense et Plan;  
Engulu, Affaires politiques;  
Umba-di-Lutete, Affaires étrangères;  
Sakombi, Orientation nationale;  
Baruti, Finances;  
Namwisi ma Nkoi, Economie;  
D'zbo Kalogi, Mines;  
Ndongala, Commerce;  
Takizala, Travaux publics;  
Eketebi, Transports;  
Muntutakubi, Energie;  
Bintu, Travail.

### **Remaniement du 7 janvier 1975.**

Mandungu Bula Nyati, Affaires étrangères.  
Remaniement du 4 février 1976.  
Nguz Karl 1 Bond, Affaires étrangères;  
Mandungu, Orientation nationale.

### **Conseil Exécutif du 23 février 1977.**

Ce gouvernement dirigera la première "guerre du Shaba" en faisant intervenir des troupes franco-marocaines en mars-mai 1977.

Mobutu, Défense;  
Nguz Karl 1 Bond, Affaires étrangères;  
Engulu, Administration du territoire;  
Bofossa Wambea Nkoso, Finances;  
Duga Kugbetoro, Commerce;  
Mulenda Shamwange Mutebi, Transports;  
Takizala, Mines;  
Mandungu, Travaux publics;  
Mbunze Nsomi, Orientation nationale;  
Mampuya Kanunka, Justice;  
Kiakwama, Portefeuille;  
Nyembo Shabani, Economie.

### **Conseil Exécutif du 13 décembre 1977.**

Ce gouvernement dirigera la répression contre le mouvement de Martin Kasongo à Idiofa au cours de laquelle 2.000 villageois seront massacrés en janvier 1978; il déjouera une "tentative de coup d'Etat" en février 1978 et fera exécuter treize personnes dont Kudia Kubanza et le major Kalume et il organisera l'intervention franco-belgo-marocaine de mai-juin 1978 au Shaba.

Mobutu, Président du conseil;  
Mpinga Kasenda, Premier commissaire d'Etat;  
Umba-di-Lutete, Affaires étrangères;  
Engulu, Administration du territoire;  
Mokolo wa Mpombo, Orientation nationale;  
Mulumba Lukoji, Plan;  
Kiakwama, Portefeuille;  
Nyembo Shabani, Economie;  
Mushobekwa Kalimba, Transports et communications;  
Mbala Mbabu, Mines.

### **Conseil Exécutif du 18 janvier 1980.**

Mobutu, Président du Conseil;  
Boboliko Lokonga, premier commissaire d'Etat;  
Nguz Karl 1 Bond, Affaires étrangères;  
Mafema, Administration du territoire;  
Nyembo, Agriculture;  
Namwisi, Finances;  
Mulumba Lukoji, Portefeuille;  
Pay-Pay Wa Kasige, Economie;  
Mozagba Nguka, Mines;  
Kamitatu, Environnement et tourisme;  
Mushobekwa, Transports et communications;

### **Remaniement, 18 février 1981.**

Nguz Karl 1 Bond, Premier commissaire d'Etat;  
Bomboko Justin, vice-premier et Affaires étrangères;  
Mabika-Kalanda, Commerce extérieure;  
Bokana w'Ondangela, commissaire général du Plan.

### **Remaniement, 23 avril 1981.**

Nsinga Udjuu, Premier commissaire d'Etat.  
Conseil Exécutif du 5 novembre 1982.  
Mobutu, Défense;  
Kengo Wa Dondo, Premier commissaire d'Etat;  
Munongo Mwenda M'siri, Administration du territoire;  
Kamanda wa Kamanda, Affaires étrangères;  
Vunduawe Te Pemako, Justice;  
Kande, Information;

Namwisi, Finances;  
Nyembo, Economie;  
Kamitatu, Agriculture;  
Pay Pay, Portefeuille;  
Mabika Kalanda, Recherche scientifique;  
Mozagba Nguka, Santé;  
Bokana w'Ondangela, Plan.

#### **Conseil Exécutif du 6 décembre 1984.**

Mobutu, Défense;  
Kengo, Premier;  
Mozagba, Administration territoriale;  
Umba-di-Lutete, Affaires étrangères;  
Sakombi, Information;  
Kiakwama, Finances;  
Mulumba Lukoji, Plan;  
Nyembo Shabani, Agriculture;  
Bokana, Travaux publics;  
Mwamba Nduba, Transports et communications;  
Takizala, Enseignement supérieur;  
Kande, Travail.

#### **Conseil Exécutif du 18 avril 1986.**

Mobutu, Défense;  
Kengo, Premier;  
Duga Kugbe Toro, Mopap;  
Mandungu, Affaires étrangères;  
Mushobekwa, Commerce extérieur;  
Kande, Justice;  
Djamboleka Loma Okitongomo, Finances;  
Sambwa Pida Nbagui, Plan;  
D'Zbo, Agriculture;  
Ileo Itambala, Mines et Energie;  
Mokolo wa Mpombo, Enseignement supérieur;  
Secrétaires d'Etat:  
Nyiwa Mobutu (commerce extérieur),  
Sendwe Kasongo Ilunga (Mines et Energie),  
Tsombe Ditend (Affaires foncières),  
Kisolokele Wamba (Travail).

#### **Conseil Exécutif du 22 janvier 1987.**

Mobutu, Défense;  
Mabi Mulumba. Premier;  
Nsinga Udjuu. Justice;  
Sambwa Pida, Plan;  
Vunduawe. Administration territoriale;  
Ekila Liyonda, Affaires étrangères;

Nimy Mayidika Ngimbi, Droits et Libertés des Citoyens;  
Mandungu, Information;  
Nyembo, Finances;  
Duga, Budget;  
D'Zbo, Développement rural;  
Mokolo, Travaux publics;  
Pend je Demodedto, Affaires foncières.

### **Conseil Exécutif du 8 décembre 1988.**

Mobutu, Défense;  
Kengo, Premier;  
Nimy, vice-premier, Droits des Citoyens;  
Mwando Nsimba, vice-premier, Economie et finances;  
Mozagba, vice-premier, Administration territoriale;  
Nguz, Affaires étrangères;  
Nyiwa Mobutu, Coopération internationale;  
Sakombi, Information;  
Katanga Mukumadi, Finances;  
Takizala, Agriculture;  
Mokolo, Travaux publics;  
Pend je Demodedto, Affaires foncières;  
Kibassa Maliba, Sports et Loisirs.

### **Conseil Exécutif du 11 janvier 1990.**

On trouve tous ceux mentionnés ci-dessus à la date du 8 décembre 1988, sauf Sakombi et Mokolo;

Singa Boyembe, général d'Armée, Sécurité du Territoire;  
Mushobekwa, Mines et Energie.

Signalons également que Kibassa Maliba est dans le gouvernement avant avril 1990, date à laquelle Mobutu a proclamé le multipartisme. Après, le même monsieur va se retrouver avec Tshisekedi et Lihau à la tête de l'UDPS pour diriger la prétendue opposition contre Mobutu

### **Trois remarques importantes d'ordre général concernant ces différents gouvernements :**

#### **1) On est frappé par la continuité du noyau de base de cette bourgeoisie bureaucratique.**

Dans les gouvernements qui renversent Lumumba en septembre-octobre 1960 (gouvernement Iléo, puis le Collège des Commissaires généraux), nous trouvons des hommes qui ont joué un rôle important dans la transition démocratique de 90-96 : Iléo, Bomboko et Kalonji, puis Ndele, Lihau, Tshisekedi, Boboliko et Takizala. Après cette génération de l'Indépendance, à laquelle appartiennent également Ngalula, Kamitatu, Nendaka, Munongo etc, on voit émerger une deuxième, puis une troisième génération dont les "vedettes" deviennent aussi des valeurs sûres du

régime mobutiste: les Umba-di-Lutete, Nsinga, Engulu, Nguza, puis les Mokolo, Bokana, Kengo et Mulumba Lukoji...qui dirigera, en 1990, la "démocratisation" de la dictature mobutiste.

Signalons également que certains gros poissons du mobutisme triomphant ne se trouvent pas sur notre liste. Pour la simple raison qu'ils n'étaient ministres. Mais ils occupaient des postes clefs dans des entreprises et dans des services de sécurité. C'est le cas de notre terminator **Honoré N'gbanda** qui sort des livres pour gagner une virginité politique. Il a dirigé pendant longtemps les services de sécurité et de répression de Mobutu

On peut encore faire remarquer que l'événement du 24 novembre 1965 ne marque aucun changement fondamental, puisque c'est le même personnel politique qui dirige le pays, avant comme après cette date "historique". Nous l'avons déjà dit.

## **2) On constate que pendant toute cette période, des éléments progressistes ont été entraînés dans les différents gouvernements, servant de couverture nationaliste ou lumumbiste.**

Ces individus n'ont eu aucune influence réelle sur le cours de la politique, mais ils ont aidé, par leur présence, à paralyser la lutte populaire contre le régime néo-colonial. Ainsi, le gouvernement qui "renverse" Lumumba, comprend plusieurs ministres qui ont servi Lumumba, tels Mahamba, Bisukiro, Kabangi; dans le gouvernement Adoula, la première équipe qui connaîtra une stabilité relative, nous retrouvons Gbenye (MNC-L), Sendwe (Balubakat) et, pour quelques semaines, Gizenga (PSA).

Dans les gouvernements qui suivent, nous voyons de temps en temps apparaître un Kidicho, un Mabika-Kalanda, un Nguvulu ou un Kamanda wa Kamanda.

## **3) Le régime néo-colonial a pris, au début, la forme du multipartisme bourgeois, pour ensuite se transformer en dictature personnelle de Mobutu.**

Dans le gouvernement Ileo qui renverse Lumumba, nous trouvons l'Abako, le Puna, le MNC-Kalonji, l'Unimo (de Bomboko), le PNP, le Cerea, le MNC-L.

Dans le gouvernement Adoula, on trouve des représentants ("modérés"... ) des quatre partis qui ont donné une majorité nationaliste à Lumumba: le MNC-L, le PSA, le Cerea et le Balubakat. Mais on y trouve aussi les partis anti-lumumbistes: le PNP, l'Abako, le MNC-Kalonji, l'Unimo.

Même le gouvernement Tshombe, qui dirigera la répression la plus barbare qui s'est jamais abattue sur le Congo dans les années 60, était multipartite: le Conakat, l'Abako, le MNC-L de Kiwewa, le PUNA et l'Union Démocratique Africaine de Lubaya.

*(sources : Congo 1960, tome II, p. 885, Crawford Young: Introduction à la politique congolaise, Congo 1964, p. 190, Congo 1965, p. 357, p. 420, Congo 1966, p. 32, Congo 1967, p. 79, Progrès, 7 mars 1969, Courrier Africain, 2-3 août 1969 et Martens Ludo, : Le régime mobutiste, ses maîtres d'œuvre, son idéologie.)*

**www.rd-congo.info**

**Le fouineur**